

RAPPORT N° 349 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE LE 20 AOÛT 2022

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 13 au 20 août 2022 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au moins cinq (5) personnes ont été assassinées au cours de cette période dans différentes localités du pays.

Le rapport déplore aussi le cas de trois (3) personnes grièvement blessées dont un ancien officier de l'armée burundaise qui a été grièvement blessé à la machette par des individus non identifiés en province de Bururi et deux militants du parti CNL (Congrès National pour la Liberté) qui ont été gravement torturés par des Imbonerakure en province de Muyinga.

1. Atteintes au droit à la vie

- Dans la nuit de dimanche 14 août 2022, une femme connue sous le nom de Clotilde Rwsa a été tuée par son époux sur la colline de Gatwe de la commune de Ntega, en province de Kirundo (nord du Burundi).

Selon des sources locales, Clotilde Rwsa était rentrée tardivement de retour d'une visite qu'elle avait rendue à ses amis, mais son mari l'a accusée d'adultère avant de la battre violemment jusqu'à ce qu'elle succombe de ses blessures.

Les mêmes sources ont précisé que le bourreau a été arrêté le lendemain matin et conduit au cachot du commissariat communal de la police à Ntega pour des raisons d'enquête.

- Dans la matinée de lundi 15 août 2022, un corps sans vie en décomposition d'un homme non identifié, âgé d'une quarantaine d'années, a été découvert par des cultivateurs qui se rendaient à leurs champs de manioc sur la colline de Gisaba, zone de Buhindo, commune de Murwi, en province de Cibitoke (nord-ouest du Burundi).

Selon des sources locales, la victime présentait de blessures béantes partout sur son corps et les habitants de la localité pensent qu'elle a été tuée à coups de machette et de marteau.

D'après les mêmes sources, les habitants horrifiés par cette découverte macabre pointent du doigt le responsable provincial de renseignement à Cibitoke, le colonel de police Ahmed Nabil Sindayigaya, d'être l'auteur du meurtre atroce de la victime étant donné qu'ils ont aperçu tard dans la nuit de la veille son véhicule circuler à l'endroit où le corps a été découvert. L'administrateur communal de Murwi, Melchiade Nzokizwanayo, a ordonné au chef de zone de Buhindo et au commissaire communal de la police à Murwi d'organiser immédiatement l'enterrement du corps de la victime sans enquête préalable.

SOS-Torture Burundi exige une enquête impartiale et indépendante sur toutes les allégations de crimes de sang imputés au responsable provincial du Service National de Renseignement (SNR), le colonel de police Ahmed Nabil Sindayigaya, devenu célèbre dans les assassinats et disparitions forcées des personnes considérées comme des opposants au pouvoir en place.

- Dans la nuit de mardi 16 août 2022, une femme connue sous le nom de Belyse Uwizeyimana résidant au quartier de Gisagara, en commune et province de Ngozi (nord du Burundi), est décédée des suites de ses blessures dans une structure de soins du chef-lieu de cette province.

Selon des témoins, la victime a été poignardée au niveau du cœur par son mari, Aimable Bayisabe, qui a été par la suite arrêté et conduit au cachot du commissariat communal de la police à Ngozi pour une enquête judiciaire.

- Dans la nuit de mercredi 17 août 2022, un homme prénommé Vianney, âgé de 40 ans, a été tué par un groupe d'Imbonerakure en patrouille de nuit à la 3^{ème} transversale sur la colline de Gihungwe de la commune de Gihanga, en province de Bubanza (nord-ouest du Burundi).

Selon des témoins, un groupe d'Imbonerakure dirigé par un certain Nzoyora a ordonné à certains habitants de rentrer directement dans leurs ménages, mais ils ont refusé d'obtempérer car ils ne voyaient aucune raison d'obéir à cet ordre illégal. C'est ainsi que le chef de cette bande des jeunes du parti au pouvoir, le CNDD-FDD (Conseil National de Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie), a poignardé l'un de ces habitants prénommé Vianney au niveau des côtes et il est mort sur-le-champ.

- Dans la nuit de mercredi 17 août 2022 vers minuit, un jeune homme connu sous le nom de Jean Marie Singirankabo, âgé de 16 ans, a été grièvement blessé à coups de poignards par trois Imbonerakure alors qu'il se rendait au village de paix situé sur la colline de Kagwema de la commune de Gihanga, en province de Bubanza (nord-ouest du Burundi) pour porter secours à une personne en détresse.

Selon des sources locales, Jean Marie Singirankabo a rendu son âme à la suite de ses blessures avant d'arriver à l'hôpital où il avait été évacué. Deux parmi les agresseurs seraient entre les mains de la police pour enquête.

2. Atteintes au droit à l'intégrité physique

- Dans la journée de samedi 13 août 2022, deux militants du parti CNL (Congrès National pour la Liberté), Jean Nzisabira et Léopold Barera, ont été gravement torturés par des Imbonerakure de la ligue des jeunes affiliée au CNDD-FDD sur la

colline de Gisanze, en zone et commune de Gashoho de la province de Muyinga (nord-est du Burundi).

Selon des témoins, alors que les représentants du CNL en commune de Gashoho avaient organisé une réunion du comité communal du parti à leur permanence située sur la colline de Gisanze, trois Imbonerakure nommés Ernest Cishatse alias Petit (responsable des Imbonerakure en commune de Gashoho), Fulgence Mfuranzima (responsable des Imbonerakure sur la colline de Gisanze) et Rugerinyange (responsable des Imbonerakure sur la colline de Muruta) sont arrivés en trombe à bord de deux motos et ont embarqué manu militari deux des jeunes militants du CNL (Inyankamugayo), Jean Nzisabira et Léopold Barera, en direction de la permanence du CNDD-FDD dans la même commune. Ils y ont alors subi des séances atroces de torture : Jean Nzisabira a vu son bras cassé tandis que certaines côtes de Léopold Barera ont été brisées. Tout en les frappant violemment, leurs tortionnaires leur rappelaient incessamment qu'ils allaient les corriger parce qu'ils étaient devenus des sourds et que, même si Agathon Rwasa intervenait, il subirait le même sort.

Les mêmes sources ont précisé que les deux victimes ont d'abord été évacuées en état critique au centre de santé de Gashoho dans l'après-midi de samedi 13 août 2022 avant d'être transférées le soir à l'hôpital de Muyinga où ils ont passé trois jours étant alités pendant leurs tortionnaires n'ont pas été inquiétés.

SOS-Torture déplore une persistance d'intolérance politique des militants du CNDD-FDD envers les membres des partis de l'opposition, plus particulièrement envers les militants du CNL ; une situation qui est devenue insoluble à cause du soutien et l'encouragement des responsables du parti CNDD-FDD au haut niveau, en l'occurrence le Secrétaire général du parti, Révérien Ndikuriyo. Elle demande en conséquence aux autorités judiciaires de conduire une enquête impartiale et indépendante en vue de sévir conformément à la loi contre les mauvais

agissements des Imbonerakure si elle veut redorer son blason terni par des actes de complaisance envers le régime en place.

- Dans la nuit de mardi 16 août 2022 vers 22 heures, le colonel en retraite des anciennes Forces Armées Burundaises (FAB) connu sous le nom d'Anicet Nahigombeye a été grièvement blessé à la machette dans une embuscade tendue par un groupe de malfaiteurs non identifiés tout près de son domicile situé au quartier de Gisuru de la zone de Mugozi, en commune et province de Bururi (sud du Burundi).

Selon des sources locales, le colonel Anicet Nahigombeye a reçu trois coups de machettes sur la tête et le front avant d'être évacué à l'hôpital de Bururi où il reçoit des soins tandis que les malfaiteurs ont vite pris le large avant l'arrivée des secours.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situés à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.